

[REGIONS](#) | lundi 6 janvier 2014 à 10h02

Community Land Trust: des projets sont déjà sur les rails à Bruxelles

Images



L'idée du Community Land Trust est de permettre aux personnes à faibles revenus d'acquérir un logement (illustration). - Flickr

Mots clés

- [Logement](#),
- [Bruxelles](#)

Bruxelles pourrait bien servir de modèle à la Région wallonne pour favoriser l'accès à la propriété de familles aux revenus modestes. Le ministre wallon du Logement, l'Écolo Jean-Marc Nollet, veut développer en Wallonie le principe américain du Community Land Trust. En gros: une association achète le terrain, et vous ne devez acheter que les murs. Un principe déjà mis en chantier à Bruxelles.

Ce que la Wallonie envisage de soutenir, la Région bruxelloise le fait déjà depuis quelques années. Grâce à un subside public, le Community Land Trust (ou Alliance foncière régionale dans la version bruxelloise) acquiert le foncier. Il vend ensuite les logements à des personnes à faibles revenus, qui sont associés à parts égales à la gestion du projet avec les pouvoirs publics et la société civile.

Si le projet avance bien dans la capitale, aucun Community Land Trust n'est pas encore opérationnel. *"Le modèle de Community Land Trust a réellement vu le jour à Bruxelles, il a aussi reçu des moyens d'investissements pour pouvoir construire deux projets : un à Anderlecht et un à Molenbeek, déclare Thomas Dawance (coordinateur de projets au sein de l'asbl Community Land Trust Bruxelles). Maintenant, aucun projet n'est encore sorti pas de terre mais les projets sont sur les rails. Concrètement, dans les deux-trois mois qui viennent (normalement aussi bien pour un projet que pour l'autre), nous devrions rentrer dans la phase de lancement d'un cahier de charges et d'attribution du marché et puis, rapidement, passer à la construction et à la rénovation."*

Le CLT est désormais reconnu dans le code du Logement bruxellois. Et un budget de 2 millions annuels sur quatre ans est disponible pour développer des projets. Ce qui devrait permettre de créer une trentaine de logements par an.

Philippe Carlot